

[Traduction française à titre indicatif]

20 Août 2007

M. Ángel Gurría  
Secrétaire Général  
O C D E  
2, rue André-Pascal  
75775 Paris cedex 16

Monsieur le Secrétaire général,

Suite à nos échanges ces derniers mois à Washington, Dresde et Paris, je vous écris à propos de la nécessité d'une consultation horizontale à l'OCDE sur les fonds d'arbitrage *hedge funds*, les sociétés de capital-investissement *private equity* et leur impact sur les marchés mondiaux des capitaux, les entreprises ainsi que les perspectives de croissance et d'innovation de l'économie réelle.

La cause immédiate et évidente du brusque resserrement des marchés internationaux du crédit ainsi que des turbulences sur les marchés des actions est la défaillance des marchés des prêts hypothécaires aux Etats-Unis. Néanmoins, ces marchés sont trop étroits pour expliquer à eux seuls l'ampleur des perturbations que nous connaissons aujourd'hui. Le facteur décisif de cette crise est, selon moi, l'utilisation complexe et de plus en plus fréquente de l'effet de levier sur ces marchés, dont une grande partie relève des fonds d'arbitrage *hedge funds*, et des sociétés de capital-investissement *private equity*.

Comme nous l'avons abordé ensemble, l'émergence des fonds *hedge funds* et *private equity* – c'est à dire l'expansion rapide de fonds communs de placement peu régulés utilisant des stratégies d'investissement à fort effet de levier et bénéficiant de régimes fiscaux très favorables – soulèvent de nouveaux enjeux vitaux pour les marchés de capitaux, les entreprises et l'économie réelle. Ces enjeux sont complexes, peu compris, controversés et leur portée est mondiale. Et comme le montre l'actualité, ils relèvent d'une urgence croissante.

Les banques centrales sont intervenues énergiquement pour maintenir les niveaux de liquidités et pour rassurer les marchés de capitaux ; espérons qu'elles réussissent dans cette entreprise. Cependant, et quelle qu'en soit l'issue, ces interventions ne répondent ni à la question du rôle central que joue l'effet de levier sur nos marchés financiers, ni aux enjeux qui en découlent : la transparence, la gouvernance, la régulation et la fiscalité des *hedge funds* et des fonds *private equity*.

Comme vous le savez, la chancelière Angela Merkel a mis ces questions à l'ordre du jour du Sommet du G8 à Heiligendamm. De même, le président Nicolas Sarkozy a récemment appelé à une réponse ferme à l'instabilité des marchés financiers. Aux Etats-Unis, Barney Frank, le président du Comité sur les services financiers de la Chambre des représentants, est à la tête des efforts pour développer une régulation financière plus musclée.

L'OCDE occupe une position unique pour prendre la mesure de ces enjeux essentiels, liés aux nouveaux acteurs financiers, ainsi que pour alimenter les débats qui aujourd'hui animent nombre de gouvernements nationaux. Lors de la dernière réunion ministérielle de l'OCDE, le TUAC a appelé à l'organisation d'une consultation horizontale sur ces enjeux complexes et d'une actualité brûlante. J'estime qu'une telle consultation, qui s'appuierait sur l'expertise de l'OCDE, des organismes consultatifs et des experts extérieurs, est plus nécessaire que jamais.

Je vous invite vivement à saisir l'occasion qui vous est présentée de mobiliser l'ensemble de l'expertise de l'OCDE sur les enjeux liés à l'émergence des fonds *hedge funds* et *private equity* sur les marchés mondiaux de capitaux. Comme à l'accoutumée, le TUAC est disposé à offrir son assistance afin que toute initiative de l'OCDE dans ce domaine prenne acte de la perspective du monde du travail et de l'expérience riche et variée du mouvement syndical international.

En l'attente de votre réponse, je suis disponible à l'AFL-CIO et au TUAC pour travailler avec vous sur cette initiative.

Cordialement,

John J Sweeney  
Président de l'AFL-CIO

Cc: Mme l'Ambassadeur Constance Morella  
John Evans, Secrétaire général du TUAC